Christoph Blocher. (Keystone)

4 minutes de lecture

Yves Petignat

Publié jeudi 15 septembre 2016 à 16:35.

INTERVIEW

Christoph Blocher: un référendum ne servirait à rien

Plutôt que de lancer un référendum contre la mise en œuvre de l'article 121a de la Constitution «contre l'immigration de masse», le stratège de l'UDC donne déjà rendez-vous aux électeurs de l'UDC pour les prochaines élections. «Ceux qui ne respectent pas la volonté du peuple doivent s'en aller!»

Le Temps. Dans le cas où le parlement adopterait le projet de mise en œuvre tel que rédigé par la commission, confirmez-vous l'intention de l'UDC de renoncer à lancer un référendum?

Christoph Blocher: Attendons d'abord de connaître le résultat des débats aux Chambres fédérales. Mais si le texte ne remplit pas les exigences constitutionnelles, nous serions face à une solution zéro pour maîtriser l'immigration. Lancer un référendum ne servirait à rien. Si nous gagnons, nous nous retrouverons dans la situation actuelle, donc sans rien en main. Et si nous perdons, la loi ne remplira toujours pas les exigences de la Constitution pour les plafonds, les contingents et la

préférence nationale. Or nous ne voulons ni de l'absence actuelle de moyens ni des solutions zéro qui nous sont proposées, car elles sont sans effet pour résoudre la question migratoire et contraires à l'article constitutionnel.

– Ne pas lancer un référendum, alors que l'immigration est au cœur des thèmes de l'UDC, ne serait-ce pas un aveu d'impuissance?

– Non. Il peut y avoir un référendum lorsque la situation actuelle est jugée meilleure que la loi proposée. Mais ce n'est pas le cas ici, la commission ne propose rien de plus qu'aujourd'hui. Nous avons fait l'expérience avec l'initiative pour l'expulsion des criminels étrangers de l'impossibilité d'aboutir à des renvois effectifs et d'améliorer les choses.

Lire aussi: Suisse-UE: le compromis sur l'immigration de masse présenté aux chambres est une tromperie

– Renoncer à se battre, cela ne va-t-il pas frustrer vos électeurs?

– Sans doute, car une fois de plus la volonté du peuple ne sera pas respectée à cause des politiciens, de l'administration et des juges. Ce que l'on nous présente ne correspond en aucun point aux exigences de l'article 121 a. C'est un déni de démocratie. Le peuple n'a pourtant pas d'autres moyens pour se faire respecter que les élections. Et c'est pourquoi nous ferons du respect des décisions démocratiques le grand thème des prochaines élections. Il faut que les électeurs voient bien qui défend ou non l'application des votes du peuple. Si le parlement ou le Conseil fédéral ne veulent pas faire ce travail, appliquer les décisions des votations alors il faut changer ces élus, faire en sorte qu'ils ne soient pas réélus. En Suisse, c'est le peuple qui décide. Et si on ne veut pas mettre en œuvre ses décisions, il faut partir.

– Vous évoquiez l'idée de lancer une nouvelle initiative pour supprimer expressément la libre circulation. Mais une initiative prend au moins quatre ans avant de venir devant les citoyens et, comme l'initiative de mise en œuvre pour l'expulsion des criminels étrangers, il n'y a pas de garantie de réussite.

– L'initiative risque de venir tard, évidemment. Mais c'est déjà mieux que rien. Et c'est pourquoi la question de la souveraineté du peuple et de ses décisions sera au cœur de la prochaine campagne électorale. Un tel déni de la souveraineté populaire aura des conséquences.

– Un groupe d'experts propose de dispenser les pays hors UE de reprendre la libre circulation en échange d'une application automatique du droit européen pour accéder au grand marché. Qu'en pensez-vous?

– Pour la Suisse, la reprise automatique du droit européen serait encore pire que la libre circulation. C'est inacceptable. Et pour la Grande-Bretagne aussi, puisque le retour de la souveraineté britannique était le premier motif pour sortir de l'UE. Mais en même temps, je constate que cette réflexion est un premier bon signe. Ces experts européens voient bien qu'il n'est plus possible d'imposer un système de libre circulation qui ne fait qu'empirer les problèmes. On le voit dans les élections en Allemagne, on le verra en France. Et c'est la libre circulation qui a fait passer le Brexit. Cela commence à bouger dans l'UE et il n'est plus possible pour elle de continuer à imposer ce système contre la volonté des peuples.

Lire aussi: La loi d'application de l'initiative sur l'immigration brave la Constitution

À propos de l'auteur

Yves Petignat
@letemps

Articles de la rubrique